

## "La Lettonie veut être prête à intégrer l'UE dès le 1er janvier 2003" dans Le Monde (18 octobre 2000)

**Légende:** Le 18 octobre 2000, le quotidien français Le Monde rend compte des enjeux de l'adhésion de la Lettonie à l'Union européenne, notamment en ce qui concerne sa position vis-à-vis de la Russie.

**Source:** Le Monde. 18.10.2000. Paris: Le Monde.

**Copyright:** (c) Le Monde

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/"la\\_lettonie\\_veut\\_etre\\_prete\\_a\\_integrer\\_l\\_ue\\_des\\_le\\_1er\\_janvier\\_2003"\\_dans\\_le\\_monde\\_18\\_octobre\\_2000-fr-13bead5c-a7ae-4f24-b4ed-9d24b1487609.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 18/09/2012

## La Lettonie veut être prête à intégrer l'UE dès le 1er janvier 2003

### Riga souhaite un élargissement massif de l'Union

#### RIGA

*de notre envoyé spécial*

Les Lettons avaient assez mal ressenti d'être écartés du premier groupe de pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne, alors que l'Estonie voisine y avait été admise. Ils avaient vu dans ce geste un aveu de faiblesse des Européens vis-à-vis de la Russie, qui se résout d'autant plus difficilement à l'indépendance de cette petite République balte que la proportion de russophones y reste très importante. Ils ne se sont pas découragés pour autant. Au contraire, ils ont eu à cœur de montrer qu'ils étaient aussi bons, sinon meilleurs, que les autres et qu'ils étaient dignes de figurer dans le groupe de tête. Ils ont notamment suivi les recommandations de l'OSCE et de l'Union européenne pour réformer leur législation sur la citoyenneté et mettre fin à des pratiques qui pouvaient paraître discriminatoires à l'encontre des habitants qui n'étaient pas des Lettons de souche.

Le principe de la « régates », adopté au conseil européen d'Helsinki en décembre 1999 – les douze candidats sont placés sur la même ligne et que le meilleur gagne ! – leur a donné une satisfaction psychologique. Einars Repse, le jeune gouverneur de la banque centrale, qui semble appliquer ses principes de physicien à la gestion monétaire, est fier d'avoir « suivi le meilleur exemple de l'Ouest, celui de la Bundesbank ». L'inflation ne dépasse pas 2,5 %, le déficit budgétaire est contenu dans la marge autorisée par Maastricht, le lit – la monnaie nationale – est une devise forte et stable « plutôt sous-évaluée », dit M. Repse. Les dirigeants lettons ne veulent certes pas brûler les étapes, mais on sent que l'adoption de l'euro pourrait leur poser quelques problèmes si la faiblesse de la devise européenne devait se poursuivre. « Nous n'avons pas encore de discussion à ce sujet », déclare le premier ministre, Andris Berzins, mais l'attitude britannique jouera un rôle important surtout après le « non » des Danois, qui sont les meilleurs soutiens des Lettons.

L'adhésion à l'UE reste en tout cas populaire dans toutes les couches de la population et dans tous les partis politiques, même si la gauche critique l'ultralibéralisme économique du gouvernement, qui lui paraît lié au choix européen. Même la petite minorité qui a troqué la défense des droits particuliers des russophones contre la défense des droits de l'homme en général espère tirer profit de l'adhésion à l'UE, en portant devant les juridictions européennes tout ce qu'elle considère comme une violation des principes démocratiques. Ironie de l'histoire : on trouve beaucoup d'anciens communistes reconvertis dans la défense des droits de l'homme qui, dans leurs démarches auprès des instances européennes, reçoivent les encouragements et l'aide discrète de l'ambassade de Russie à Riga.

Sans remettre en cause l'indépendance des Etats baltes, les dirigeants de Moscou ne perdent pas une occasion de montrer qu'ils n'ont pas renoncé à les garder dans leur zone d'influence. Avec la Lettonie, comme avec l'Estonie d'ailleurs, ils ont refusé de signer l'accord frontalier malgré les concessions faites par les deux petites Républiques. Pour protester contre la « discrimination » dont les russophones seraient victimes en Lettonie, ils avaient décrété une sorte de blocus économique, mais ils ont été obligés d'y renoncer, en partie parce que les ports lettons constituent un important débouché pour leurs exportations.

#### « BIG BANG »

La crise financière russe de l'été 1998 a affecté la Lettonie, mais a eu en même temps un effet salutaire. Elle a accéléré la réorientation du commerce letton vers l'Europe occidentale, qui absorbe maintenant 66 % des exportations (contre 4 % pour la Russie). Moscou met en avant la perte d'un marché pour arracher des compensations à l'entrée des pays baltes dans l'UE. « Ce n'est pas vrai », déclare Edvins Inkens, président de la commission des affaires européennes du Saeima (le Parlement). *Les Russes ont déjà perdu les marchés baltes.* »

La réaction de la Russie à l'élargissement de l'Union européenne et de l'OTAN semble préoccuper plus les Occidentaux que les Baltes. A Riga, l'argumentaire en faveur d'une participation aux deux organisations est

bien rodé. « *Nous disons à Moscou qu'après notre adhésion [à l'UE] nos relations seront meilleures parce qu'elles passeront par Bruxelles* », explique Inese Birzniece, une Lettone d'origine américaine, vice-présidente de la même commission. Le raisonnement vaut pour l'adhésion à l'OTAN, qui n'est sans doute pas à l'ordre du jour avant 2002 mais qui provoque l'hostilité unanime des milieux politiques russes : « *Si on ajourne l'élargissement de l'OTAN aux pays baltes, affirme le ministre de la défense, Girts Valdis Kristovskis, on laisse le champ libre à des provocations russes. Aussi longtemps que la question n'est pas réglée, les hommes politiques russes peuvent l'utiliser à des fins domestiques.* » En visite à Riga, le secrétaire général adjoint de l'OTAN, Klaus-Peter Klaiber, a loué les efforts accomplis par les trois Etats baltes en vue d'intégrer l'OTAN, mais il s'est gardé de toute promesse.

Les Lettons souhaitent que les trois Etats baltes soient acceptés ensemble dans l'OTAN, « *pour ne pas donner à la Russie un prétexte d'enfoncer un coin dans la région* », dit M. Kristovskis. Il n'en va pas de même pour l'entrée dans l'UE, bien que M. Inkens soit plutôt favorable au « *big bang* », c'est-à-dire à une vague d'adhésions concernant la grande majorité des treize candidats actuels. C'est la meilleure méthode, dit-il, « *parce que nous serions dedans, parce que l'intégration des premiers absorbera les énergies pendant des années et que donc la deuxième vague se fera attendre* ». Il ne cache d'ailleurs pas que les nouveaux venus auront besoin, pour s'habituer à vivre au sein de l'Union, de quelques années au cours desquelles une pause dans l'approfondissement de l'intégration serait la bienvenue. En tout cas, les Lettons veulent être prêts pour entrer dans l'UE le 1<sup>er</sup> janvier 2003. Ils auront fait la moitié du chemin qui leur revient et ils espèrent que les Quinze auront aussi fait leur devoir.